

Collectif des médecins du travail de Bourg en Bresse

41 Boulevard Voltaire
01000 Bourg en Bresse

AUX DEMOCRATES DECIDEURS DE CE PAYS

« Souffrance et indignité dans le travail : leur part dans le réveil des vieux démons »

Point de vue d'un collectif de médecins du travail

Au lendemain du grand traumatisme vécu par la France au moment des élections présidentielles , les professionnels « préventeurs » que nous sommes (mais aussi citoyens amoureux de la démocratie) , viennent une fois de plus vous alerter et cette fois à la lumière des événements récents et vous supplier « d'agir » pour mettre un frein aux graves effets délétères à l'œuvre dans le monde du travail français.

Notre expérience professionnelle nous permet d'affirmer que l'énorme malaise qui s'est exprimé récemment , ne vient pas seulement de l'incivilité dans les banlieues ou du chômage. Nous travaillons dans une région où ces deux éléments sont faibles, et où pourtant le mécontentement pour ne pas dire le désespoir, s'est exprimé fortement dans les urnes . Voilà près de 10 ans que nous alertons par des rapports, des témoignages, sur l'énorme malaise montant au fil du temps aussi dramatique que frustrant du côté de la santé au travail pour laquelle nous sommes missionnés. Pour le détail nous renvoyons à nos précédents rapports mais nous aimerions comprendre pourquoi ceux-ci n'ont pas été entendus alors qu'ils soulèvent un grave problème humain dans un pays riche comme la France . Celle-ci devrait avoir les moyens et la volonté de s'occuper de la santé de l'ensemble de ses citoyens. Or, nous l'avons dit, rien n'est plus à démontrer, nos rapports sont confirmés par les grandes enquêtes nationales donnant à la France une série de mauvais indices en matière de santé au travail. Ces atteintes à la santé sont de tous types mais avec une note très sombre pour cette catégorie de population que sont les ouvriers puisque **un ouvrier sur cinq meurt entre 25 et 54 ans, ce qui est 3 fois plus que les cadres supérieurs** (faut-il s'étonner qu'ils votent trois fois plus vers les partis extrémistes ?). Le dossier de santé au travail est instruit maintenant depuis longtemps, les grands axes d'action possible ont été listés par les professionnels responsables , mais personne n'a eu le courage de prendre des décisions. Les « non décideurs » se retranchent toujours derrière la minimisation et même le déni ; au nom du principe de la réalité de l'économique, la réalité de l'humain est souvent balayée. Nous avons vu ces jours-ci que l'inhumanité d'un monde qui n'entend plus la souffrance des plus faibles risque bien de faire basculer dans le cercle vicieux de l'inhumain.

Nous témoignons depuis très longtemps qu'une énorme souffrance au travail se vit dans l'indignité. Vivant l'absurdité sans aucune capacité d'action les salariés vivent dans un retranchement désabusé et délétère. Ce qui s'est passé récemment est à mettre en adéquation avec cette désespérance que même nous, ne pensions pas pouvoir aller jusque-là. Mais la réalité est là, les salariés vivent tout dans l'impuissance, ils ont compris qu'on ne peut rien faire pour eux puisque « c'est la loi du marché », « la mondialisation », « on n'y peut rien » : geste désespéré de réponse, ils viennent de montrer qu'ils ont aussi cependant le pouvoir d'entraîner la totalité de la Nation dans le chaos qu'ils ressentent.

Nous tenons de notre responsabilité d'intervenir encore une fois auprès des responsables que vous êtes . En effet , nous ne comprenons pas **pourquoi ces questions centrales de santé, de dignité, de citoyenneté au travail sont autant occultées aussi bien dans les médias que dans les débats** politiques ou dans les enjeux portés par les partenaires sociaux , alors que de toute évidence le monde du travail porte en son sein ce cancer qui ne cesse de disséminer. Nous l'avons dit dans nos précédents rapports, ce qui se passe dans le travail a des effets sur le non travail, rend précaire, rend malade. La violence vécue par les parents travailleurs déclenche révolte et dégoût chez leurs enfants. Nous l'avons dit, le code du travail, la loi, sont régulièrement et impunément bafoués dans les entreprises alors que l'on ne fait que parler de la nécessité de renforcer les règles et leur respect pour éviter l'incivilité dans la société. Mais quelle est donc cette injustice qui fait que l'incivilité est institutionnalisée dans le monde du travail , et que l'on se moque des « préventeurs » ou des salariés qui en appellent aux instances chargées de faire respecter la loi ?

Les médecins que nous sommes sont étonnés et choqués de voir l'impunité dont jouissent actuellement les employeurs alors qu'elle occasionne des effets délétères patents. Comprendons-nous bien, nous ne faisons pas d'antipatronalisme primaire et nous savons parfaitement qu'il y a une

légitimité du côté de l'économique mais nous aimerions que l'on nous explique pourquoi ce dossier bien instruit de santé au travail n'avance pas ? Qu'est-ce qui fait que dans le pays des droits de l'homme cette légitimité économique écrase toute légitimité humaine dans une tolérance proche de la lâcheté ? Le précédent gouvernement a échoué et déçu des millions de personnes en se bornant au simple accompagnement du libéralisme qui a pourtant bien besoin d'être canalisé et freiné dans un cadre n'oubliant ni les valeurs ni les limites de l'humain. Il n'a pas su voir cette bombe à retardement et a mis un voile opaque sur cette souffrance prétextant l'absence de demande sociale. **Même si elle du mal à s'exprimer et à s'analyser elle-même**, nous savons bien nous qui nous en faisons les témoins et les porte-parole, qu'elle existe fortement et qu'elle vient de déborder : **il y a urgence à l'entendre**. Les « préventeurs » que nous sommes savent aussi qu'il faut se garder des solutions rapides et univoques. Nous avons entendu au soir des élections parler de la nécessité de l'action et nous nous en félicitons mais tenons à attirer l'attention sur le fait qu'il serait très réducteur et donc très insuffisant de se limiter à l'insécurité civile **en omettant l'insécurité sociale vécue au travail que nous dénonçons depuis longtemps et que nous analysons comme une des causes de l'insécurité nationale**. Omettre cette dimension cachée mais très importante de la violence sociale qui est une violence subie avant d'être une violence exprimée serait rater le coche et faire l'économie d'un grand mécanisme étiologique à la fois d'atteintes à la santé au travail (qui pourraient déjà s'atténuer si le code du travail était respecté) mais aussi de la désaffection pour le politique allant même jusqu'à la violence désespérée et extrémiste.

Il est donc tout à fait vrai qu'il faut mettre la République et la Démocratie au service de chaque citoyen. Nous voulons rappeler qu'il faut tout mettre en œuvre pour qu'elle soit au service des salariés du monde du travail avec un souci particulier pour ceux qui paient de leur santé et même de leur vie un lourd tribut à l'économique. Nous l'avons rappelé dans nos propositions d'amélioration de la santé et de la dignité humaine au sein du monde du travail, **il faut renoncer au discours froid du tout économique qui a considérablement désespéré les gens et redonner un espace incompressible d'action possible aux salariés comme aux acteurs de prévention**. Parler de dialogue social est insuffisant si l'on n'analyse pas les rouages qui l'empêchent de fonctionner actuellement : dans le travail, comme dans la rue, il faut le respect de chacun. Il faut donc donner les moyens aux inspecteurs du travail comme on envisage de les donner à la police de proximité. Il faut sortir du simple renvoi au paritarisme pour toutes les questions sociales et en particulier la santé. Celui-ci s'avère très insuffisant pour soulever les vrais problèmes et mettre en place les moyens d'actions. Depuis 50 ans, les préventeurs en santé au travail vivent la honte d'être empêchés structurellement d'être efficaces. Les services de médecine du travail, les CRAM, les inspecteurs du travail n'attendent que d'être libérés de leurs entraves institutionnelles (bien décrites dans nos rapports) pour agir. Il n'est pas normal qu'un pays comme la France refuse d'entendre les alertes incessantes des professionnels qui ont diagnostiqué et fait l'analyse des processus délétères, les laissant honteusement dans le discrédit du non-fonctionnement. Nous avons nous-même été acculés à une immense déception mêlée de révolte. Il y a un vrai problème de santé et de dignité humaine dans le monde du travail en France. Bien qu'il ait été beaucoup occulté, ses conséquences sont très agissantes dans les secousses actuelles de notre pays.

L'action est possible. Il faut la vouloir. Nous espérons dans vos prises de décisions.

Bourg en Bresse ,le 15 / 05 /02

Le collectif des médecins du travail

Docteurs Cellier , Chapuis , Chauvin , Delpuech , Devantay , Ghanty,
Lafarge , Lauze , Roi .